

*Les crédits**[Traduction]*

Il est vrai que les petites entreprises créent des emplois, mais elles se heurtent parfois à de sérieux obstacles: accès limité aux capitaux, insuffisance des compétences en gestion, pénurie d'employés qualifiés, équipement vétuste et incapacité de commercialiser leurs produits, surtout à l'étranger.

Nous devons travailler pour éliminer ces obstacles. Nous devons encourager de nouvelles entreprises à s'orienter résolument vers l'innovation. C'est pourquoi le gouvernement s'est engagé à améliorer l'environnement où évoluent les petites entreprises et à réformer les programmes qu'il a mis en oeuvre pour elles.

En bref, le gouvernement a expliqué ce qu'il entend faire pour les petites entreprises et son programme démontre bien sa ferme volonté de travailler en étroite collaboration avec tous les intervenants pour que ce secteur crucial continue de contribuer à notre croissance économique et à la création d'emplois.

Les télécommunications constituent un autre secteur clef de la nouvelle économie. Dans ses plans d'avenir, le gouvernement a annoncé la mise en place d'une autoroute de l'information, car il estime qu'il s'agit là d'une infrastructure essentielle dans le nouvel ordre économique. L'autoroute de l'information reliera les principaux éléments de la nouvelle économie: utilisateurs, contenu, technologie et réseaux.

Grâce à un bon plan nous créerons immédiatement des emplois qui dureront le temps de la mise en place de ce nouveau type d'infrastructure. À long terme, lorsque cette autoroute sera en service, nous en retirerons des avantages en raison de l'activité économique accrue qu'elle générera.

[Français]

En conclusion, le gouvernement du Canada a étudié attentivement la situation internationale au chapitre de la croissance et en matière de création d'emplois. Même si le taux de chômage élevé et le nombre croissant d'emplois peu rémunérés ont plusieurs causes, ils sont essentiellement dus au fait que les économies sont incapables d'innover et de s'adapter aux progrès technologiques et à l'évolution de la structure du commerce international.

Le programme canadien qui consiste à promouvoir l'innovation dans tous les secteurs de l'économie et à investir dans les gens, est sur la bonne voie.

• (1640)

M. Réal Ménard (Hochelaga—Maisonnette): Madame la Présidente, je voudrais d'abord remercier notre collègue de Vancouver—Est pour son discours toujours très ressenti, très modéré, et je souhaiterais faire deux ou trois commentaires qui prendront la forme de questions. Vous comprendrez que la motion qui est présentée aujourd'hui par l'opposition ne vise pas à dire, d'aucune façon, qu'on croit que la création d'emploi relève d'une quelconque baguette magique qu'on pourrait manier à notre gré. La motion dit que nous sommes en face d'un gouvernement qui ne nous offre pas de perspectives d'avenir, une vision d'ensemble, quant à la création d'emploi. Plus fondamentalement, au-delà de ce manque de vision, nous constatons qu'il y a des obstacles structurels comme la présence de deux gouvernements

qui, en matière de création d'emploi, n'ont manifestement pas trouvé une zone d'équilibre.

Pour nous, le meilleur gouvernement, ce n'est pas celui qui intervient le moins. La meilleure chose qui pourrait arriver aux Québécois et aux Québécoises, c'est qu'il y en ait un de moins. Cela, c'est le cadre général.

En attendant, puisqu'il faut continuer à fonctionner dans ce système—là, j'aimerais demander ceci à ma collègue de Vancouver—Est: Est-elle d'accord avec moi pour dire que lorsqu'on regarde, sur un plan national, les secteurs qui vont être créateurs d'emplois, où on aura besoin de main-d'oeuvre dans les prochaines années, assez étonnamment, contrairement aux idées reçues, ce sont souvent des secteurs qui sont à haute intensité communautaire? Je pense entre autres à toute la question du soutien aux personnes âgées. Ma collègue sait qu'on va voir le nombre de personnes âgées multiplié par deux dans la société québécoise et la société canadienne. C'est là un point que nous avons en commun.

C'est aussi, comme le soulignait une économiste très réputée de l'UQAM, M^{me} Ruth Rose, dans le secteur des garderies, on est dans une société où les gens ont des horaires brisés, où on ne fonctionne plus comme autrefois, alors que les gens se levaient à 8 heures du matin, travaillaient jusqu'à 17 heures et rentraient à la maison. On est dans un contexte de plages horaires éclatées et les gouvernements devront consentir des investissements très importants sur le plan d'un réseau national de garderies.

Pour terminer, je parlerai du secteur des loisirs, particulièrement le secteur des loisirs pour personnes handicapées. Il est heureux qu'on puisse compter, ici à la Chambre des communes, sur un député comme la députée de Mercier dont on connaît la vive intelligence, dont on connaît le talent et qui a toujours dit, reflétant en cela l'impression et la conviction d'une majorité de députés du Bloc québécois, que la croissance économique et le développement de l'emploi doivent se faire intimement avec le développement du réseau communautaire.

Je demande donc à ma collègue si elle croit que l'on puisse, à l'intérieur des propositions de création d'emplois que son gouvernement suggère, faire une très large place aux réseaux communautaires. Peut-on compter sur son dynamisme et sur son implication pour se lever, se faire la conscience sociale de son gouvernement, si jamais mal lui en prenait de vouloir couper dans les programmes de création d'emplois?

Mme Terrana: Est-ce que vous voulez que je devienne membre du Bloc québécois?

M. Ménard: Non, ce n'est pas nécessaire.

Mme Terrana: Je vous remercie de votre question. J'ai une grande conscience sociale, mais c'est parce que je viens d'une circonscription qui a besoin d'avoir une conscience sociale. Je vois aussi la nécessité de trouver d'autres sources.

Je crois qu'il faut redéfinir la question du travail maintenant. Le travail n'est plus celui qu'on connaissait. Maintenant, on parle de technologie et de soutien. Vous avez raison. On a aussi parlé des garderies pour lesquelles, comme vous le savez, il y a une promesse du Parti libéral, du gouvernement, de créer 50 000 garderies lorsque la croissance économique au Canada le permettra.